2 SEPTEMBRE 2021

RÉUNION DU COMITÉ DES FINANCES ET DU RISQUE

PAR VISIOCONFÉRENCE	FRC/2021/09 DOC 03	POUR DÉCISION

SOUS-COMPTE DU FONDS DU GPE POUR LA CISJORDANIE ET GAZA

N.B. Les documents du Comité sont de nature délibérative et, conformément à la politique de transparence du GPE, ne sont pas considérés comme des documents publics tant que le Comité ne les a pas examinés. Il est entendu que les membres du Comité les distribueront, à des fins de consultation, aux membres de leurs groupes constitutifs avant leur examen par le Comité.

Principales questions à examiner :

- Approbation des modifications proposées au document relatif à la gouvernance du Fonds du GPE, à l'accord de contribution standard et aux modalités de supervision nécessaires à la création d'un sous-compte spécial pour faciliter les contributions des bailleurs de fonds et les allocations de financement en faveur de la Cisjordanie et Gaza.

Objet

1. Le présent document a pour objet de permettre au FRC d'examiner et d'approuver les points relatifs à la création et à la supervision du sous-compte spécial du Fonds du GPE pour la Cisjordanie et Gaza.

Décision recommandée

FRC/2021/09/-XX—Sous-compte pour la Cisjordanie et Gaza : Le Comité des finances et du risque, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par la décision BOD/2020/06-12 pour faciliter la création et la supervision du sous-compte:

1. Approuve les modalités de supervision du sous-compte définies dans le document FRC/2021/09/DOC 03 ainsi que les modifications apportées au document relatif à la gouvernance du Fonds du GPE et à l'accord de contribution standard reproduits respectivement aux annexes A et B.

Contexte

2. En juin 2020, le Conseil a approuvé (BOD/2020/06-12) la création d'un sous-compte spécial du Fonds du GPE, exclusivement consacré à faciliter les contributions ciblées visant à financer les activités éligibles en Cisjordanie et à Gaza (le « sous-compte du

programme en faveur de la Cisjordanie et Gaza »). L'utilisation des ressources du GPE en faveur d'un pays non-membre de la Banque mondiale a été approuvée par le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale en mai 2021.

3. La création du sous-compte du programme en faveur de la Cisjordanie et Gaza nécessite d'apporter un certain nombre de modifications au document relatif à la gouvernance du Fonds du GPE et à l'accord de contribution standard qui décrivent comment les ressources de ce sous-compte seront administrées. Compte tenu de « ***la nécessité de contenir les frais de transaction et de s'aligner sur les processus et procédures en cours, dans toute la mesure du possible*** », stipulée par le Conseil d'administration, dans sa décision de juin 2020, les modalités de supervision du sous-compte et les modifications ont été limitées au strict minimum.

4. Le Secrétariat propose qu'aux fins du traitement des requêtes de financement provenant du sous-compte du programme en faveur de la Cisjordanie et Gaza pour les financements pour le renforcement des capacités du système, les financements au titre du fonds à effet multiplicateur, les financements pour la préparation de programmes, et tout financement pouvant être fourni par le biais d'autres mécanismes de financement du GPE, tels que le partage de connaissances et d'innovations, ou L'Éducation à voix haute, les dispositions existantes concernant les processus d'approbation, les délégations de pouvoir en matière de prise de décision, les modalités de supervision et de gouvernance, les rapports à fournir, les responsabilités et les coûts des agents partenaires, etc. continuent de s'appliquer de la même manière que pour tout autre financement financé par le Fonds du GPE.

5. Les contributions des bailleurs de fonds au sous-compte du programme en faveur de la Cisjordanie et Gaza et les allocations connexes devant être séparées, l'administrateur fiduciaire séparera dans ses rapports ces financements de ceux du compte principal du Fonds du GPE.

6. Concernant les contributions au Fonds du GPE, l'accord de contribution standard signé par les contributeurs sera modifié pour qu'ils puissent allouer spécifiquement des ressources au sous-compte du programme en faveur de la Cisjordanie et Gaza, ou exclusivement au compte principal du Fonds du GPE, ou une combinaison des deux.

7. Les ressources entrant et sortant de ce sous-compte ne devraient pas être importantes. La Cisjordanie et Gaza seraient éligibles à un financement pour le renforcement des capacités du système de 1,6 million de dollars et, en supposant qu'un cofinancement supplémentaire suffisant soit identifié, à une allocation au titre du fonds à effet multiplicateur pouvant atteindre 10 millions de dollars, assortie d'un financement pour la préparation du programme d'un montant maximum de

0,4 million de dollars. De faibles montants pourraient également être disponibles par le biais d'autres mécanismes de financement du GPE.

8. Bien qu'il soit probable qu'un petit nombre de bailleurs de fonds financera le sous-compte du programme en faveur de la Cisjordanie et Gaza, le Secrétariat du GPE recommande, dans un souci d'efficacité et de réduction des coûts de transaction, de ne pas créer de comité spécial chargé de la supervision du fonds et d'appliquer les modalités de gouvernance existantes. D'autres fonds ayant adopté des modalités similaires pour l'allocation de ressources à la Cisjordanie et Gaza ont fixé des modalités de gouvernance distinctes en incluant les représentants des bailleurs de fonds concernés. Cependant, dans le cas du GPE, cela nécessiterait la création d'un nouveau comité du GPE et n'est pas recommandé pour les raisons exposées ci-dessus.

9. Les modifications apportées au document relatif à la gouvernance du Fonds du GPE, à la section 7 de l'annexe A, et à l'accord de contribution standard, à l'annexe B, sont de nature administrative. Le Secrétariat a également actualisé les documents pour mieux les aligner sur les pratiques existantes, ainsi que sur la Charte et la stratégie du GPE.

10. En supposant que le FRC approuve la recommandation du Secrétariat et les modifications connexes au document relatif à la gouvernance du Fonds et à l'accord de contribution standard, le Secrétariat travaillera avec le groupe local des partenaires de l'éducation pour soutenir le processus d'accès au financement, et avec l'administrateur fiduciaire pour faciliter la signature des accords de contribution pour le financement du sous-compte du programme en faveur de la Cisjordanie aux fins d'allocation de financements. Le Secrétariat rendra compte par les voies habituelles de toute contribution à ce sous-compte et de toute allocation de ressources provenant de ce dernier.

11. Comme précédemment indiqué par le Conseil d'administration, la création de ce sous-compte est une exception, compte tenu des circonstances uniques de la Cisjordanie et Gaza, et ne saurait être considérée comme un précédent.

Annexe A – Document relatif à la gouvernance du Fonds

Annexe B – Accord de contribution standard avec les bailleurs de fonds

Annexe A – Document relatif à la gouvernance du Fonds[1]

Le **Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation** (le « Fonds fiduciaire ») est un mécanisme de financement multilatéral destiné à appuyer les activités du Partenariat mondial pour l'éducation qui regroupe des pays en développement et des pays donateurs, des organisations multilatérales, des organisations de la société civile, des membres du corps enseignant ainsi que des fondations et des entreprises privées, et qui vise à transformer l'éducation dans les pays à faible revenu ~~accélérer les progrès en direction des objectifs du programme Éducation pour tous~~.

Le Fonds fiduciaire a vocation à gérer les contributions à l'appui des « Activités éligibles » présentées dans la Section 1, telles qu'approuvées par le Conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation (le « Conseil »). Le présent Document sur la gouvernance décrit les modalités d'intervention et de prise de décision du Fonds fiduciaire. En cas de divergence entre les dispositions de la Charte du Partenariat mondial pour l'éducation, assorties des modifications susceptibles d'y être apportées, et celles du présent Document relatif à la gouvernance du Fonds fiduciaire, lesdispositions de la Charte prévalent.

Les termes et expressions en majuscule utilisés ci-après ont les significations suivantes :

a) le terme **« Activité »**, au singulier ou au pluriel, désigne une activité ou un ensemble ou sous-ensemble d'activités devant être financés parle Fonds fiduciaire, tels qu'approuvés par le Conseil sur la base d'une Proposition ;

b) l'expression **« Commissions de l'agent partenaire ~~gestion des Entités~~ »** désigne les commissions facturées par l'Agent partenaire~~l'Entité de supervision ou l'Entité de gestion~~selon les dispositions convenues par le Conseil afin de contribuer au défraiement des coûts, notamment administratifs, encourus au titre de la gestion et de l'administration des Transferts de fonds ;

c) le terme **« Allocation »** désigne le montant des ressources du Fonds fiduciaire dont le Conseil a approuvé l'affectation pour financer des Activités ;

d) le terme **« Conseil »** désigne le Conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation, tel que décrit dans la Charte ;

e) l'expression **« Transfert de fonds »** désigne les versements de fonds effectués au profit d'un Agent partenaire~~d'une Entité de supervision ou d'une Entité de gestion~~ dans le cadre d'un Accord/d'une Entente sur les procédures financières ou d'un Mémorandum sur les procédures financières, ou auprofit de la BIRD pour le budget de fonctionnement ;

f) le terme **« Président »** désigne le ou la Président(e) indépendant(e), n'ayant pas voix délibérative, du Conseil d'administration et de l'ensemble du Partenariat mondial pour l'éducation, tel que décrit dansla Charte ;

g) le terme **« Charte »** désigne la Charte du Partenariat mondial pour l'éducation adoptée par le Conseil~~, assortie des modifications susceptibles d'y être apportées~~

[1] La version actuelle de 2013 peut être consultée à l'adresse : https://www.globalpartnership.org/fr/content/document-de-gouvernance-du-fonds.

~~conformément à ses termes~~, qui définit les modalités de gouvernance du Partenariat mondial pour l'éducation, ainsi que les rôles et les responsabilités de ses membres ;

h) le terme **« Contribution »** désigne les fonds fournis et devant être fournis par un Contributeur au Fonds fiduciaire, comme stipulé dans l'Accord/l'Entente de contribution, et ce terme au pluriel désigne l'ensemble des fonds fournis et devant être fournis audit Fonds ;

i) l'expression **« Accord/Entente de contribution »** désigne tout accord ou entente entre l'Administrateur fiduciaire et un Contributeur, exposant les clauses spécifiques de réception et d'utilisation d'une Contribution ;

j) le terme **« Contributeur »** désigne tout pays (y compris tout ministère ou organisme dudit pays) ou, si le Conseil et l'Administrateur fiduciaire y consentent, toute autre entité publique ou privée qui verse une Contribution ;

k) l'expression **« Agence de coordination »** désigne l'entité ou l'organisation au sein du Groupe local des partenaires de l'éducation qui est chargée d'assurer la coordination des membres dudit Groupe et de servir d'interface de communication avec le Secrétariat ~~-~~;

l) l'expression **« Pays ~~en développement~~ partenaire »** désigne un pays ~~-~~: i) qui reçoit des ressources~~fonds~~ du Fonds fiduciaire de la part d'un Agent partenaire~~d'une Entité de supervision~~ en application d'un Accord de financement, ou ii) pourle compte duquel un Agent partenaire~~une Entité de gestion~~ met en œuvre une Activité ~~;~~

m) l'expression **« Partenaires de développement » ~~techniques et financiers »~~** désigne les bailleurs de fonds et les partenaires techniques actifs au sein du Groupe local des partenaires de l'éducation ~~actifs dans le pays en développement partenaire, les organisations multilatérales, les organisations de la société civile, les représentants du corps enseignant, les entreprises et les fondations privées, tels que décrits plus en détail dans la Charte~~ ;

n) l'expression **« Pays donateur partenaire »** désigne un pays représenté au Conseil par le groupe des pays donateurs, tel que décrit dans la Charte ;

o) l'expression **« Plan sectoriel de l'éducation »** désigne le~~un~~ plan sectoriel~~national complet pour le secteur~~ de l'éducation exhaustif d'un pays~~Pays en développement~~ partenaire, endossé par les membres du Groupe local des partenaires de l'éducation ~~Partenaires techniques et financiers~~ ;

p) l'expression **« Date de cessation des transferts »** désigne le dernier jour durant lequel des ressources du Fonds fiduciaire peuvent être transférées, comme en a décidé le Conseil en consultation avec l'Administrateur fiduciaire ;

q) l'expression **« Accord/Entente sur les procédures financières »** désigne un accord ou une entente entre l'Administrateur fiduciaire et l'Agent partenaire~~l'Entité de supervision ou l'Entité de gestion~~ (hors BIRD) définissant les modalités financières suivant lesquelles l'Administrateur fiduciaire prend des engagements et

transfère des ressources~~fonds~~ du Fonds fiduciaire à l'Agent partenaire~~l'Entité concernée~~, selon des termes qui n'engagent pas sa responsabilité après ledit transfert ;

r) l'expression **« Mémorandum sur les procédures financières »** désigne un mémorandum conclu entre l'Administrateur fiduciaire et la BIRD définissant les modalités financières suivant lesquelles l'Administrateur fiduciaire prend des engagements et transfère des ressources du Fonds fiduciaire aux unités de la BIRD pour i) le Budget de fonctionnement, et ii) les activités pour lesquelles la BIRD intervient en qualité d'Agent partenaire~~d'Entité de supervision ou d'Entité de gestion~~, selon des termes qui n'engagent pas la responsabilité de l'Administrateur après le transfert ;

s) l'expression **« Partenariat mondial pour l'éducation »** désigne le partenariat mondial précédemment connu sous le nom d'Initiative pour une mise en œuvre accélérée du Programme Éducation pour tous, lancée en 2002. Ce partenariat, qui regroupe des pays en développement et des pays donateurs, des organisations multilatérales, des organisations de la société civile, des membres du corps enseignant, des entreprises et des fondations privées et d'autres acteurs du développement, vise à accélérer les progrès en direction des objectifs du programme Éducation pour tous ;

t) l'expression « **Agent partenaire** » désigne une organisation approuvée par le Conseil d'administration, en consultation avec l'Administrateur fiduciaire, pour conclure un Accord sur les procédures financières ou un Mémorandum sur les procédures financières afin de recevoir des transferts de fonds et de mettre en œuvre les Activités conformément aux décisions du Conseil, ou de superviser une Activité ;

u) l'expression **« Accord de financement »** désigne un accord ou une entente conclu entre une Agent partenaire ~~Entité de supervision~~ et un Pays ~~en développement~~ partenaire ou une autre entité, qui se rapporte à une Activité ;

v) le sigle **« BIRD »** désigne la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ;

w) le sigle **« IDA »** désigne l'Association internationale de développement ;

x) l'expression **« Groupe local des partenaires de l'éducation »** désigne ~~les pouvoirs publics du Pays en développement partenaire et les Partenaires techniques et financiers~~ le mécanisme de coordination qui réunit les pouvoirs publics du Pays partenaire et les Partenaires de développement;

y) ~~l'expression « **Entité de gestion** » désigne une organisation multilatérale partenaire ou un pays donateur partenaire approuvé par le Conseil d'administration, en consultation avec l'Administrateur fiduciaire, pour conclure un Accord/une Entente sur les procédures financières ou un Mémorandum sur les procédures financières afin de recevoir des Transferts de fonds et de mettre en œuvre les Activités, comme approuvé par le Conseil ;~~l'expression **« Organisation multilatérale partenaire »** désigne toute organisation multilatérale représentée par le groupe qui représente les organisations multilatérales au Conseil, comme

indiqué dans la Charte ;

z) l'expression « **Budget de fonctionnement** » désigne les ressources budgétaires associées à l'exécution des fonctions du Président et du Secrétariat, telles~~tels~~ que décrites~~décrits~~ dans la Charte ;

aa) ~~l'expression « **Manuel opérationnel** » désigne le manuel ou l'ensemble des manuels et des directives préparés par le Secrétariat en consultation avec l'Administrateur fiduciaire qui définit les modalités détaillées d'accès aux ressources du Fonds fiduciaire et d'établissement de rapports concernant leur utilisation, y compris les modifications susceptibles d'y être apportées~~ ;le terme **« Proposition »** désigne toute demande soumise au Conseil en vue d'obtenir des ressources du Fonds fiduciaire pour financer une Activité ;

bb) le terme **« Secrétariat »** désigne l'unité créée au sein de la BIRD pour appuyer les activités du Conseil et du Partenariat mondial pour l'éducation, tel que décrit dans la Charte ;

cc) ~~l'expression « **Entité de supervision** » désigne toute organisation multilatérale partenaire ou tout pays donateur partenaire approuvé par le Conseil, en consultation avec l'Administrateur fiduciaire, pour conclure un Accord/une Entente sur les procédures financières avec l'Administrateur, recevoir des transferts de fonds et superviser une Activité ;~~ l'expression **« Allocation de supervision »** désigne le montant des ressources du Fonds fiduciaire alloué à un Agent partenaire~~une Entité de supervision~~ pour compenser les coûts associés à la supervision d'une Activité, comme décidé par le Conseil lors de l'approbation d'une Allocation à un Agent partenaire ~~une Entitéde supervision~~ ;

dd) l'expression **« Plan de transition pour le secteur de l'éducation »** désigne le plan endossé par les membres du Groupe local des partenaires de l'éducation~~Partenaires techniques et financiers~~ qui cible une partie du système éducatif d'un Pays ~~en développement~~ partenaire ;

ee) l'expression **« Administrateur fiduciaire »** désigne la BIRD agissant en sa capacité de gestionnaire du Fonds fiduciaire et fournissant un ensemble de services d'administration financière comme convenu avec le Conseil d'administration et les Contributeurs ;

ff) l'expression **« Budget de l'Administrateur »** désigne les coûts administratifs et coûts connexes encourus par l'Administrateur fiduciaire dans le cadre des services d'administration financière qu'il fournit à l'appui du Fonds fiduciaire ;

gg) l'expression **« Fonds fiduciaire »** désigne le fonds fiduciaire intitulé « Fonds du Partenariat mondial pour l'éducation » ;

hh) l'expression **« Document relatif à la gouvernance du Fonds fiduciaire »** désigne le présent document adopté par le Conseil, assorti des modifications susceptibles d'y être apportées conformément à la Section ~~l'Article~~ 8 du présent document ; et

ii) l'expression **« Banque mondiale »** désigne la BIRD et l'IDA.

Section1. Activités éligibles ; Programme ciblé

a) Les activités suivantes sont éligibles à un appui du Fonds fiduciaire :

i) **Niveau national**

- Aide au renforcement des capacités du système, notamment mais non exclusivement à l'élaboration ou la ~~/~~révision d'un Plan sectoriel de l'éducation ou d'un Plan de transition pour le secteur de l'éducation national d'un Pays ~~endéveloppement~~ partenaire ;

- Aide à l'élaboration de requêtes au titre des mécanismes approuvés de financement du GPE ;
- Aide à ~~d'une Proposition d'appui pour~~ la mise en œuvre d'activités axées sur la transformation du système dans le cadre du~~d'un~~ Plan sectoriel de l'éducation, du ~~ou d'un~~ Plan de transition pour le secteur de l'éducation ou du cadre d'action sectoriel.~~, et~~

- ~~Appui pour la mise en œuvre d'un Plan sectoriel de l'éducation ou d'un Plan de transition pour le secteur de l'éducation.~~

ii) **À l'échelon mondial et régional**

- Initiatives et programmes permettant de transmettre des savoirs et des pratiques en rapport avec les thématiques prioritaires du Partenariat mondial pour l'éducation et de doter les Pays ~~en développement~~ partenaires de moyens renforcés pour atteindre leurs objectifs en matière d'éducation ;
- Activités permettant de transposer à grande échelle les bonnes pratiques identifiées sur la base d'observations concrètes qui se rapportent au Partenariat mondial pour l'éducation ; et
- Activités visant à renforcer l'obligation de rendre compte au sein du Partenariat mondial pour l'éducation y comprisgrâce à l'amélioration de la disponibilité et de la qualité des données.

iii) **Autres coûts**

- Budget de fonctionnement ;
- Budget de l'Administrateur fiduciaire ;
- Commissions de l'agent partenaire ~~gestion des Entités~~ ;
- Allocations de supervision ; et
- Toute autre activité approuvée par le Conseil.

b) Dans le cadre du Fonds fiduciaire, un programme ciblé assorti de ressources financières spécifiques est créé pour fournir une aide à la Cisjordanie et Gaza (le « Programme du GPE en faveur de la Cisjordanie et Gaza »), et un sous-compte du Fonds fiduciaire est créé par l'Administrateur fiduciaire. Les dispositions relatives à l'orientation du programme du GPE en faveur de la Cisjordanie et Gaza et à la nécessité de rendre compte des opérations

connexes sont exposées à la Section 7 du présent document relatif à la gouvernance du Fonds fiduciaire.

Section2. Gouvernance et structure organisationnelle

Les structures de gouvernance du Fonds fiduciaire comprennent le Conseil, leSecrétariat, l'Administrateur fiduciaire et les Agents partenaires. ~~l'Entité de supervision ou l'Entité de gestion.~~

Section3. Conseil d'administration

i) Fonctions et attributions

Conformément à la Charte, le Conseil prend les décisions de financement pour le Fonds fiduciaire, surveille l'emploi des ressources dudit Fonds et veille à ce que celui-ci soit utilisé conformément aux objectifs et aux principes du Partenariat mondial pour l'éducation, sur recommandations des comités créés par le Conseil, le cas échéant. Le Conseil s'acquitte des fonctions et des responsabilités qui lui incombent aux termes de la Charte et de toute autre tâche qu'il juge appropriée pour la réalisation des objectifs du Fonds fiduciaire. Le Conseil s'occupe notamment, mais non exclusivement :

a) de rédiger et/ou de modifier le présent Document relatif à la gouvernance du Fonds fiduciaire, la Charte et tout autre document définissant les structures de gouvernance du Partenariat mondial pour l'éducation et les modalités de fonctionnement du Conseil et de ses comités ;

b) d'approuver, en consultation avec l'Administrateur fiduciaire, tous les Contributeurs au Fonds fiduciaire autres que les pays (y compris tous ministères et organismes desdits pays) ;

c) en ce qui concerne les Allocations à l'appui des activités au niveau despays et à l'échelon mondial et régional énumérées dans la Section 1 ci-dessus (« Activités éligibles »), le Conseil :

   i. approuve l'admissibilité des Pays ~~en développement~~ partenaires et des organisations mondiales et régionales à soumettre des Propositions et l'établissement de l'ordre des priorités en ce domaine ;

   ii. approuve les nouvelles Allocations, annule les Allocations non engagéeset en informe le Secrétariat et l'Administrateur fiduciaire ;

   iii. approuve, en consultation avec l'Administrateur fiduciaire, l'Agent partenaire retenu~~la ou les Entité(s) de supervision ou la ou les Entité(s) de gestion retenue(s)~~ pour chaque Proposition ;

   iv. décide, en consultation avec l'Administrateur fiduciaire et les Agents partenaires~~Entités de supervision/de gestion~~, des règles régissant le contenu et la fréquence des rapports financiers périodiques que ces derniers~~dernières~~ doivent fournir sur une Allocation et sur leur portefeuille d'Allocations ;

   v. décide, en consultation avec les Agents partenaires~~Entités de supervision/de gestion~~, des règles régissant le contenu et la

fréquence des rapports de mise en œuvre que ces derniersdernières doivent fournir au Conseil par l'intermédiaire du Secrétariat sur une Allocation et sur leur portefeuille d'Allocations ;

vi. examine les rapports financiers et de mise en œuvre visés auxdans les paragraphes iv et v ci-dessus, tels que consolidés par le Secrétariat ;

vii. décide et informe le Secrétariat, après avoir consulté l'Agent partenaire concernél'Entité de supervision ou l'Entité de gestion concernée, de donner instruction à l'Administrateur fiduciaire : A : i) de suspendre les transferts de ressources du Fonds fiduciaire à l'Agent partenairel'Entité de supervision ou à l'Entité de gestion en application d'un Accord/d'une Entente sur les procédures financières ou d'un Mémorandum sur les procédures financières -; et/ou Bii) de demander à l'Agent partenairel'Entité de supervision ou à l'Entité de gestion de rembourser les fonds versés dans les meilleurs délais à l'Administrateur fiduciaire ou sur le ou les compte(s) spécial (spéciaux) ouvert(s) par l'Agent partenairel'Entité de supervision ou l'Entité de gestion pour gérer les Transferts de fonds. Le Conseil peut éventuellement être amené à prendre cette décision si l'Agent partenairel'Entité de supervision ou l'Entité de gestion utilise les Transferts de fonds d'une manière incompatible avec les termes de l'Accord/l'Entente sur les procédures financières ou du Mémorandum sur les procédures financières correspondant ou avec les termes des décisions applicables du Conseil ; et

viii. recommande l'annulation totale ou partielle du financement d'une Activité pour les raisons indiquées dans le paragraphe -vii ci-dessus, cette liste n'étant pas limitative, et en informe le Secrétariat et l'Administrateur fiduciaire ;

d) approuve les Allocations pour le Budget de fonctionnement ; sur une base annuelle ;

e) approuve le Budgetbudget de l'Administrateur sur une base annuelle ;

f) approuve toute nouvelle Activité éligibleÉligible en sus des activités énumérées dans la Section -1 ci-dessus ; et

g) arrête la Date de cessation des transferts en consultation avec l'Administrateur fiduciaire, ainsi que la date marquant la fin du versement des Allocations au Fonds fiduciaire.

ii) Composition et droits de vote

La composition du Conseil est régiet les droits de vote des membres ainsi que les procédures de prise de décision par le Conseil sont régis par les dispositions applicables de la Charte, y compris les modifications susceptibles d'y être apportées conformément à ses termes. Le Conseil définit ses propres procédures de prise de décision ainsi que les droits de vote des membres.

Le Conseil peut déléguer ses responsabilités et son pouvoir de décision sur le Fonds fiduciaire à un comité du Conseil, au Secrétariat ou à toute autre entité, par décision écrite approuvée par le

Conseil conformément aux termes de la Charte.

iii) ***Comités***

Le Conseil peut être amené à constituer des comités qui l'aident à mener à bien ses activités. Les termes de référence d'un comité peuvent être amendés ou annulés par le Conseil.

iv) ***Président***

Le rôle du Président est défini dans la Charte, y compris les modifications susceptibles d'y être apportées. Le Président travaillera avec le Secrétariat pour préparer des Propositions concernant les dépenses associées à sa fonction dans le cadre du Budget de fonctionnement sur une base annuelle, pour approbation par le Conseil.

Section4. Secrétariat

Le Secrétariat soutient les activités du Partenariat mondial pour l'éducation et du Conseil. Il est hébergé dans les locaux du siège de la Banque mondiale ~~à Washington~~ et comprend une équipe de spécialistes et de personnel administratif employés par la Banque.

Les attributions du Secrétariat sont définies dans la Charte~~, y compris les modifications susceptibles d'y être apportées~~. Le Secrétariat s'acquitte par ailleurs des responsabilités suivantes concernant le Fonds fiduciaire :

a) ~~il prépare le Manuel opérationnel, en consultation avec l'Administrateur fiduciaire ;~~ il reçoit les Propositions destinées à être examinées par le Conseil et/outout comité constitué par le Conseil ;

b) il examine et approuve les propositions de financement dans la limite des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil ;

c) il confirme que les Propositions contiennent les informations nécessaires pour pouvoir être examinées par le Conseil ou les comités créés par le Conseil, selon le cas ;

d) il notifie à l'Administrateur fiduciaire les Propositions et les Allocations correspondantes, telles qu'approuvées par le Conseil ou le directeur général du Secrétariat ;

e) il organise les réunions du Conseil et de ses comités concernant l'approbation des Allocations ;

f) il rédige et diffuse les procès-verbaux des réunions du Conseil et de ses comités concernant l'approbation des Allocations ;

g) il publie des informations relatives aux activités du Fonds fiduciaire surle site web du Partenariat mondial pour l'éducation ;

h) il fournit des conseils aux Groupes locaux des partenaires de l'éducation, aux Agences de coordination~~, aux Entités de supervision~~ et aux Agents partenaires~~Entités de gestion~~ sur les procédures et les règles régissant les Propositions ;

i) il reçoit et intègre les rapports annuels sur les résultats de la mise en œuvre communiqués par les Agents partenaires~~Entités de supervision et les Entités de gestion~~ dans un format approuvé par le Conseil, pour diffusion aux membres du Conseil et aux Contributeurs ;

j) il collabore avec l'Administrateur fiduciaire afin de s'assurer que celui-ci dispose de toutes les informations nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités ;

k) il prépare des Propositions concernant le Budget de fonctionnement ~~sur une base annuelle~~, pour approbation par le Conseil ; et

l) il mène à bien toute autre tâche qui lui est confiée par décision du Conseil.

Section 5. Administrateur fiduciaire

a) La BIRD fait office d'Administrateur du Fonds fiduciaire.

b) L'Administrateur fiduciaire crée le Fonds fiduciaire dans lequel doivent être versées les Contributions, et il détient et administre les ressources~~fonds~~, biens et encaissements qui constituent le Fonds fiduciaire, conformément aux termes des Accords de contribution.

c) L'Administrateur fiduciaire : i) approuve, en sus du Conseil, tout Contributeur au Fonds fiduciaire qui n'est pas un pays (ou un ministère ou organisme dudit pays) ; et ii) est consulté par le Conseil aux fins de l'approbation par celui-ci de l'Agent partenaire~~la/des Entité(s) de supervision et de la/des Entité(s) de gestion~~ de chaque Activité.

d) L'Administrateur fiduciaire conclut les Accords/Ententes sur les procédures financières ou un Mémorandum~~les Mémorandums~~ sur les procédures financières, selon le cas, avec les Agents partenaires. ~~Entités de supervision et les Entités de gestion.~~

e) L'Administrateur fiduciaire, s'il juge que des ressources applicables sont disponibles dans le Fonds fiduciaire et sous réserve des dispositions des Accords de contribution, prend des engagements, effectue des transferts et/ou utilise les ressources du Fonds fiduciaire à toutes fins approuvées et à hauteur des montants alloués par le Conseil, conformément aux termes du présent Document relatif à la gouvernance du Fonds fiduciaire et des Accords/Ententes de contribution. Les engagements et les transferts de ressources du Fonds fiduciaire aux Agents partenaires~~Entités de supervision et aux Entités de gestion~~ sont effectués conformément aux termes de l'Accord/l'Entente sur les procédures financières ou du Mémorandum sur les procédures financières applicables.

f) Une fois que lesdites ressources ont été transférées à l'Agent partenaire concerné~~l'Entité de supervision ou à l'Entité de gestion concernée~~, la responsabilité fiduciaire ou autre de l'Administrateur au titre de l'emploi de ces ressources n'est aucunement engagée, que ce soit envers l'Agent partenaire~~l'Entité de supervision, l'Entité de gestion~~, les Contributeurs ou le Conseil.

g) L'Administrateur fiduciaire exige et reçoit des Agents partenaires~~Entités de supervision et des Entités de gestion~~ certains rapports financiers périodiques, comme il en a été décidé par le Conseil et convenu entre l'Administrateur fiduciaire et l'Agent partenaire. ~~le dépositaire et l'entité de supervision et/ou de gestion.~~

h) L'Administrateur fiduciaire présente au Conseil des rapports réguliers sur la situation financière du Fonds fiduciaire, conformément aux dispositions des Accords de contribution.

i) L'Administrateur fiduciaire prépare une Proposition concernant son budget sur une

base annuelle, pour approbation par le Conseil.

j) L'Administrateur fiduciaire rend compte au Conseil de l'exécution de ses fonctions.

k) L'Administrateur fiduciaire collabore avec le Secrétariat pour s'assurer que le Conseil dispose de toutes les informations nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités.

Section6. Agents partenaires

~~1. Entités de supervision~~

~~Des Entités de supervision peuvent~~ Un Agent partenaire peut être recruté~~recrutées~~ pour les Activités~~activités~~ au niveau des pays ou à l'échelon mondial ou régional qui sont décrites aux paragraphes a) ~~(~~i) et ~~(~~ii) de la Section ~~-~~1 ci-dessus. En ce qui concerne les Activités~~activités~~ au niveau des pays, la sélection de l'Agent partenaire~~l'Entité de supervision~~ est proposée par les pouvoirs publics et endossée par le Groupe local des partenaires de l'éducation, sous réserve que ladite sélection soit approuvée par le Conseil en consultation avec l'Administrateur fiduciaire.

a) Il incombe à un Agent partenaire qui supervise une Activité :

i) d'évaluer la Proposition du Pays~~ en développement~~ partenaire pour des Activités à l'appui de la mise en œuvre de son Plan sectoriel de l'éducation ou Plan de transition pour le secteur de l'éducation, ou d'autres interventions sectorielles éligibles, en examinant si la Proposition cadre avec ledit plan, les caractéristiques nationales et sectorielles et les capacités, conformément aux règles et procédures propres à l'Agent partenaire ; ~~l'Entité de supervision ;~~

ii) de conclure un Accord/une Entente sur les procédures financières ou un Mémorandum sur les procédures financières, selon le cas, avec l'Administrateur fiduciaire ;

iii) de conclure des Accords de financement avec les bénéficiaires sélectionnés, y compris mais non exclusivement, les Pays ~~en développement~~ partenaires et/ou d'autres organisations qui mettront les Activités en œuvre ;

iv) d'utiliser les Transferts de fonds et de mettre en œuvre les Activités financées au moyen de ces ressources conformément ~~–~~: i) à ses propres règles et procédures régissant les audits, les dépenses éligibles, le recrutement et la supervision des consultants et la passation des marchés de fournitures et de travaux, et de son cadre de lutte contre la fraude et la corruption ~~-~~; et dans le respect ~~–~~ii) des décisions applicables du Conseil, notamment des fins pour lesquelles les Allocations spécifiques ont été approuvées par le Conseil ;

v) de tenir les livres, écritures, documents et autres pièces justificatives conformément à ses procédures comptables habituelles, de manière à ce que le bien-fondé de l'emploi des Transferts de fonds soit clairement établi ;

vi) de présenter certains rapports financiers périodiques sur chacune de ses Allocations et sur son portefeuille d'Allocations, comme il en a été décidé par le Conseil et en accord avec l'Administrateur~~l'Administrateur~~ fiduciaire ; et

vii) de présenter certains rapports de mise en œuvre périodiques sur chacune de ses Allocations et sur son portefeuille d'Allocations, comme approuvé par le Conseil.

~~2. Entités de gestion~~

~~Des Entités de gestion peuvent être recrutées pour les activités au niveau des pays ou à l'échelon mondial ou régional qui sont décrites aux paragraphes (i) et (ii) de la Section 1 ci-dessus. En ce qui concerne les activités au niveau des pays, la sélection de l'Entité de gestion est proposée par le Groupe local des partenaires de l'éducation, sous réserve que ladite sélection soit approuvée par le Conseil en consultation avec l'Administrateur fiduciaire.~~

b) Il incombe à un Agent partenaire qui met en œuvre une Activité :

i) d'utiliser les Transferts de fonds et de faciliter l'exécution efficace et en temps voulu des~~mener à bien les~~ Activités financées au moyen de ces ressources conformément ~~-~~: i) à ses propres règles et procédures régissant les audits, les dépenses éligibles, le recrutement et la supervision des consultants et la passation des marchés de fournitures et de travaux, et de son cadre de lutte contre la fraude et la corruption ~~-~~; et dans le respect ~~-~~ii) des décisions applicables du Conseil, notamment des fins pour lesquelles les Allocations spécifiques ont été approuvées par le Conseil ;

ii) de conclure un Accord/une Entente sur les procédures financières ou un Mémorandum sur les procédures financières, selon le cas, avec l'Administrateur fiduciaire ;

iii) de tenir les livres, écritures, documents et autres pièces justificatives conformément à ses procédures comptables habituelles, de manière à ce que le bien-fondé de l'emploi des Transferts de fonds soit clairement établi ;

iv) de présenter certains rapports financiers périodiques sur chacune de ses Allocations et sur son portefeuille d'Allocations, comme il en a été décidé par le Conseil et en accord avec l'Administrateur~~l'Administrateur~~ fiduciaire ; et

v) de présenter certains rapports de mise en œuvre périodiques sur ~~chacune de~~ ses Allocations ~~et sur son portefeuille d'Allocations~~, comme approuvé par le Conseil.

Section7. Programme du GPE en faveur de la Cisjordanie et Gaza

a) L'Administrateur fiduciaire crée un Sous-compte au titre du Fonds fiduciaire pour : i) apporter un soutien au Programme du GPE en faveur de la Cisjordanie et Gaza ; ii) recevoir les Contributions destinées audit Programme ; et iii) détenir et administrer les ressources, biens et encaissements qui constituent le Sous-compte, conformément aux dispositions des Accords de contribution. L'Administrateur fiduciaire, s'il juge que des ressources sont disponibles dans le Sous-compte et sous réserve des dispositions des Accords de contribution, prend des engagements, effectue des transferts et/ou utilise les ressources du Sous-compte à toutes fins approuvées et à hauteur des montants alloués par le Conseil, conformément aux dispositions du présent Document relatif à la gouvernance du Fonds fiduciaire et des Accords de contribution. Une fois que lesdites ressources ont été transférées à l'Agent partenaire, la responsabilité fiduciaire ou autre de l'Administrateur au titre de l'emploi de ces ressources n'est aucunement engagée, que ce soit envers l'Agent partenaire, les Contributeurs ou le Conseil. L'Administrateur

fiduciaire présente au Conseil des rapports réguliers sur la situation financière du sous-compte.

b) Conformément aux dispositions des Accords de Contribution, un Contributeur peut choisir d'octroyer des ressources au Programme du GPE en faveur de la Cisjordanie et Gaza. Le Contributeur indique dans son Accord de contribution que ses ressources sont octroyées audit programme.

~~a)~~c) Sous réserve des dispositions des paragraphes a) et b) de la Section 7, les procédures décrites dans toutes les autres sections du présent document sont applicables au programme du GPE en faveur de la Cisjordanie et Gaza.

~~Section6.~~Section8. Modifications

Le présent Document relatif à la gouvernance du Fonds fiduciaire est susceptible de modifications si le Conseil y consent, conformément aux dispositions de la Charte.

Annex B – Standard Donor Contribution Agreement (See Schedule 2 for West Bank and Gaza) [AVAILABLE IN ENGLISH ONLY]

Contribution Agreement between [Name of Contributor] and the International Bank for Reconstruction and Development concerning the Global Partnership for Education Fund (MTO No. 069020)

1. The International Bank for Reconstruction and Development (the "Bank"), as trustee (the "Trustee") of the Global Partnership for Education Fund (MTO No. 069020) (the "Trust Fund"), acknowledges that _____ (the "Contributor", and together with the Bank, the "Parties" and each a "Party") agrees to provide the sum of _____ (_____) as a contribution (the "Contribution") to the Trust Fund which is the funding instrument of the Global Partnership for Education. Other contributors are also expected to contribute to the Trust Fund on the terms and conditions specified in the Annex to this Contribution Agreement.

2. The Contribution shall be administered by the Trustee on behalf of the Contributor in accordance with the terms of (i) this Contribution Agreement, and (ii) the "Standard Provisions Applicable to the Global Partnership for Education Fund" ("Global Partnership for Education Fund Standard Provisions") set forth in the Annex to this Contribution Agreement. The Annex constitutes an integral part of this Contribution Agreement. Capitalized terms used in this Contribution Agreement and not defined herein shall have the meanings given to them in the Global Partnership for Education Fund Standard Provisions.

3. [Pursuant to paragraph 1 of Schedule 2 of the Standard Provisions Applicable to the GPE West Bank and Gaza Program Sub-Account, the Contributor designates that the Contribution will be specifically allocated in whole to the GPE West Bank and Gaza Program.]

~~3.~~4. The Contributor shall deposit the Contribution [promptly following countersignature in the full amount and currency specified in paragraph 1 above into such bank account designated by the Trustee upon submission of a payment request by the Trustee.] [in accordance with the following schedule and in the currency specified in paragraph 1 above into such bank account designated by the Trustee upon submission of a payment request by the Trustee:

(A) [Promptly following countersignature] [By *[Date]*] - _____ (_____)
(B) By *[Date]* - _____ (_____)]

~~4.~~5. When making any deposit, the Contributor shall instruct its corresponding bank to include in its deposit details information (remittance advice) field of its SWIFT deposit message, information indicating: the amount deposited, that the deposit is made by the Contributor for MTO No. 069020 (the Global Partnership for Education Fund), and the date of the deposit.

~~5.~~6. The offices responsible for coordination of all matters related to the implementation of this Contribution Agreement as of the date hereof are set forth below. Either party may notify the other in writing of a change in responsible officer.

For the Trustee:

Dirk Reinermann
Director
Trust Funds and Partner Relations
Development Finance
The World Bank
1818 H Street NW
Washington, DC 20433

USA
Tel: + 1 202 473 7654
Fax: + 1 202 522 2447

For the Contributor:

[Name]
[Title]
[Department]
[Organization]
[Address]
Tel: _____
Fax: _____
Email: _____

~~6.~~7. This Agreement may be amended only by written agreement between the Trustee and the Contributor; provided, however, that the Annex may only be amended with the agreement of all Contributors contributing to the Trust Fund.

~~7.~~8. The GPE Fund Governance Document and the Charter as amended from time to time, will provide guidance for the operational and decision-making procedures for the activities funded by this Contribution Agreement.

~~8.~~9. Each of the Parties represents, by confirming its agreement below, that it is authorized to enter into this Contribution Agreement and act in accordance with these terms and conditions. The Parties are requested to sign and date this Contribution Agreement, and upon possession by the Bank of this fully signed Contribution Agreement, this Contribution Agreement shall become effective as of the date of the last signature.

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT

By: _____
Dirk Reinermann
Director
Trust Funds and Partner Relations
Development Finance

Date: _____

[NAME OF CONTRIBUTOR]

By: _____
[Name]
[Title]

Date: _____

Standard Provisions Applicable to the Global Partnership for Education Fund

The following provisions shall be applicable to and form an integral part of all Contribution Agreements/Arrangements entered into between the Trustee, acting not for its own account but solely in its capacity as trustee of the Trust Fund, and the Contributors.

1. Definitions

1.1. Capitalized terms used hereinafter, but not otherwise defined in the Contribution Agreement/Arrangement, shall have the meanings ascribed to them below:

(a) **"Activity" or "Activities"** means an activity, a set of activities, or a part thereof, which could include Agency Fees and Supervision Allocations where applicable, to be financed with funds from the Trust Fund, as approved by the Board, or on its authority, based upon a Proposal.

(b) **"Agency Fees"** means the fees charged by a Grant Agent and agreed to by the Board in order to assist in the defrayment of administrative and other costs incurred in connection with the management and administration of Cash Transfers.

(c) **"Allocation"** means the portion of the Trust Fund funds that has been approved by the Board, or on its authority, for allocation to Activities.

(d) **"Board"** means the Board of Directors of the Global Partnership for Education, as described in the Charter.

(e) **"Cash Transfer"** means a cash transfer made to a Grant Agent under a Financial Procedures Agreement/Arrangement or to the World Bank under a Financial Procedures Memorandum.

(f) **"Chair"** means the independent, non-voting Chair of the Board and of the Global Partnership for Education as a whole, as described in the Charter.

(g) **"Charter"** means the Charter of the Global Partnership for Education adopted by the Board, as may be amended from time to time in accordance with its terms, which establishes the governance arrangements and roles and responsibilities of the partners in the Global Partnership for Education.

(h) **"Contribution"** means each Contributor's respective contribution to the Trust Fund, and **"Contributions"** means the aggregate of all the contributions to the Trust Fund.

(i) **"Contribution Agreement/Arrangement"** means any agreement or arrangement entered into between the Trustee and any Contributor in respect of the Contributor's Contribution.

(j) **"Contributor"** means any country (including any ministry and agency thereof) or, if agreed to by the Board and the Trustee, such other public or private entity that provides a Contribution.

(k) **"Donor Balance Account"** means a trust fund maintained or to be maintained by the World Bank to temporarily hold funds prior to being either refunded to a Contributor or transferred to an existing trust fund.

(l) **"Developing Country Partner"** means a country (i) that receives Trust Fund funds from a Grant Agent through a Grant Agreement, or (ii) on whose behalf a Grant Agent implements an Activity.

(m) **"Donor Country Partner"** means a country represented in a donor country constituency of the Board as described in the Charter.

(n) **"Eligible Organization"** means any organization other than a Multilateral Agency Partner or Donor Country Partner, that has been approved by the Board as eligible to perform the role of "Grant Agent" following an assessment confirming that the organization satisfies eligibility criteria and minimum standards established by the Board, in consultation with the Trustee.

(o) **"End Transfer Date"** means the last day on which transfers can be made from the Trust Fund to Grant Agents, as determined by the Board in consultation with the Trustee.

(p) **"Financial Procedures Agreement/Arrangement"** means any agreement or arrangement entered into between the Trustee and a Grant Agent that is not the World Bank in respect of Cash Transfers.

(q) **"Financial Procedures Memorandum"** means a memorandum specifying the applicable procedures for the transfers of funds from the Trust Fund by the Trustee to the World Bank for Activities for which the World Bank is acting as Grant Agent.

(r) **"Global Partnership for Education"** and the acronym **"GPE"** mean the global partnership formerly known as the Education for All Fast Track Initiative, established in 2002, of developing and donor countries, agencies, civil society organizations, the private sector and private foundations and other development stakeholders, with the aim of accelerating progress towards the Education for All goals.

(s) **"GPE Fund Governance Document"** means the document adopted by the Board, in consultation with the Trustee, which establishes the operational and decision-making procedures for the Trust Fund, as may be amended by the Board from time to time in consultation with the Trustee.

(t) **"Grant Agent"** means any Multilateral Agency Partner or any Donor Country Partner or any other Eligible Organization designated to receive Cash Transfers and implement or supervise an Activity, as approved by the Board in consultation with the Trustee.

(u) **"Grant Agreement"** means an agreement or other arrangement entered into between a Grant Agent and a Developing Country Partner or other entity in respect of an Activity.

(v) **"Holding Currency"** means the currency or currencies in which the Trustee maintains the Trust Fund in accordance with the Contribution Agreements/Arrangements.

(w) **"IBRD"** means the International Bank for Reconstruction and Development.

(x) **"IDA"** means the International Development Association.

(y) **"Multilateral Agency Partner"** means any multilateral agency represented in the multilateral agency constituency of the Board as described in the Charter.

(z) **"Operating Expenses Budget"** means the budget resources associated with delivery of the

Chair and Secretariat's roles and responsibilities, as approved by the Board.

(aa) **"Proposal"** means any proposal submitted to the Board seeking Trust Fund funds for an Activity.

(bb) **"Secretariat"** means the unit established within the Bank to support the work of the Board and the Global Partnership for Education, as described in the Charter.

(cc) **"Supervision Allocation"** means the portion of the Trust Fund funds allocated to a Grant Agent to offset costs associated with supervising an Activity.

(dd) **"Trustee Costs"** means the administrative and other costs incurred by the Trustee in connection with the performance of its financial administration services in support of the Trust Fund.

(ee) **"Trust Fund"** means the trust fund entitled the "Global Partnership for Education Fund".

(ff) **"World Bank"** means IBRD and IDA.

2. Establishment of the Trust Fund

2.1. The Trust Fund is established to (i) manage Contributions to support the "Eligible Activities" described in the GPE Fund Governance Document, and (ii) transfer such Contributions and any investment income earned from the Trust Fund funds.

2.2. The Trust Fund will consist of (i) the GPE Fund general account and (ii) the GPE West Bank and Gaza Program Sub-Account. Except as specifically provided by the Standard Provisions Applicable to the GPE West Bank and Gaza Program Sub-Account set forth in Schedule 2 attached to this Annex, these Standard Provisions Applicable to the Global Partnership for Education Fund will apply *mutatis mutandis* to the GPE West Bank and Gaza Program Sub-Account.

~~2.2.~~2.3. The governance arrangements of the Global Partnership for Education and its partners' roles and responsibilities are set forth in the Charter. The governance arrangements for this Trust Fund and its operational framework are set forth in the GPE Fund Governance Document. Both the Charter and the GPE Fund Governance Document may be amended from time to time in accordance with their respective terms, provided that no Contributor will be obligated to make any additional contributions following any such amendment. In the event of any conflict between the provisions of the GPE Fund Governance Document or the Charter and the terms of this Contribution Agreement/Arrangement, the terms of this Contribution Agreement/Arrangement shall prevail.

3. Administration of the Contributions

3.1. The Trustee shall be responsible only for performing those functions specifically set forth in the Contribution Agreements/Arrangements and shall not be subject to any other duties or responsibilities to the Contributors, including, without limitation, any duties or obligations that might otherwise apply to a fiduciary or trustee under general principles of trust or fiduciary law. Nothing in this Contribution Agreement shall be considered a waiver of any privileges or immunities of the Bank under its Articles of Agreement or any applicable law, all of which are expressly reserved.

4. Commingling, Exchange and Investment of the Contributions

4.1. The Contribution funds in the Trust Fund shall be accounted for as a single trust fund and shall be kept separate and apart from the funds of the Bank. The Contribution funds may be commingled with other trust fund assets maintained by the Bank.

4.2. The Contribution funds may be freely exchanged by the Trustee into other currencies as may facilitate their transfer.

4.3. The Contributor agrees to pay its Contribution in the currency stated in its respective Contribution Agreement/Arrangement or in a Holding Currency. In the event that Contributions are received in a currency other than a Holding Currency, promptly upon the receipt of such amounts, the Trustee shall, in accordance with procedures mutually accepted by the Trustee and the Secretariat, convert such amounts into a Holding Currency at the exchange rate obtained by the Trustee on the date of the conversion. Where Contributions prove to be insufficient to complete Activities as a result of an exchange rate fluctuation, neither the Trustee nor the Contributor shall bear any responsibility for providing any additional financing.

4.4. The Trustee shall invest the Trust Fund funds, including the Contributions, pending their transfer, in accordance with the Trustee's policies and procedures for the investment of trust funds administered by the Trustee. The Trustee shall credit all income from such investment to the Trust Fund to be used for the purposes of the Trust Fund.

4.5. The Trust Fund shall be maintained by the Trustee in the currency or currencies set forth in ~~the~~ Schedule 1 (Holding Currencies) attached to this Annex, as the same may be amended from time to time in accordance with the provisions of the Contribution Agreements/Arrangements.

5. Use and Purpose of the Trust Fund Funds

5.1. Subject to the availability of applicable funds held in the Trust Fund as determined by the Trustee, the Trustee shall make commitments, transfer and/or use the Trust Fund funds for any purpose approved and in the amount allocated by the Board, in accordance with the terms of the GPE Fund Governance Document, the Contribution Agreement/Arrangement, and the relevant Financial Procedures Agreement/Arrangement or Financial Procedures Memorandum.

6. Trustee Costs, Agency Fees and Supervision Allocations

6.1. The Trust Fund funds may be used to pay the Trustee Costs. Upon approval by the Board of any proposal for Trustee Costs, the Trustee may transfer for the Trustee, the respective amount approved, provided the amount transferred shall be subject to an end of year adjustment based on actual costs incurred.

6.2. Subject to the availability of applicable funds held in the Trust Fund, as determined by the Trustee, the Trust Fund funds may also be used to pay the Agency Fees and Supervision Allocations, where applicable, as approved by the Board at the time of its approval of an Activity.

7. Operating Expenses Budget

7.1. The Trust Fund funds may also be used to pay for services provided to the Global Partnership for Education by the Secretariat and by the Chair. The Board shall approve the Operating Expenses Budget on an annual basis. Upon approval by the Board of the annual Operating Expenses Budget, the Trustee shall, subject to the availability of applicable funds held in the Trust Fund, as determined by the Trustee, transfer to the Secretariat the respective amount of compensation approved for the Operating Expenses Budget, each of which shall be subject to an end of year adjustment based on actual costs incurred.

8. Transfer of Funds to Grant Agents

8.1. The Trustee shall, subject to paragraph 5.1 above, commit the amount of the Trust Fund funds allocated by the Board and transfer such amounts to the Grant Agents, including the World Bank in its role as a Grant Agent, in accordance with the Financial Procedures Agreement/Arrangement or Financial Procedures Memorandum, as appropriate.

8.2. Except as the Trustee and Board may otherwise agree, each Financial Procedures Agreement/Arrangement and Financial Procedures Memorandum shall provide that:

(a) Each Grant Agent shall be responsible for:

(i) the use of the Trust Fund funds transferred to it and Activities carried out therewith in accordance with: (1) its own policies and procedures including those related to eligible expenditures, audit, employment and supervision of consultants and the procurement of goods and works and its framework to combat fraud and corruption; and (2) the applicable decisions of the Board, including the purpose for which the specific Allocations have been approved by the Board, or on its authority;

(ii) maintenance of books, records, documents, and other evidence in accordance with its usual accounting procedures to sufficiently substantiate the use of the Cash Transfers;

(iii) provision of certain periodic financial reports for both individual Activities for which an Allocation was approved and for its portfolio of Activities, as agreed between the Trustee and the Board; and

(iv) provision of certain periodic implementation reports for both individual Activities for which an Allocation was approved and for the portfolio of Activities of the Grant Agent, in accordance with the GPE Fund Governance Document.

(b) Any Grant Agreement that the corresponding Grant Agent enters into with a Developing Country Partner, shall provide that if the Grant Agent determines that Trust Fund funds are used in a manner inconsistent with the corresponding Grant Agreement, the Developing Country Partner shall promptly refund the Trust Fund funds to the Grant Agent and the Grant Agent shall promptly return such funds to the Trust Fund.

(c) If the Board notifies the Trustee through the Secretariat that the Board has determined, following consultation with the Grant Agent, that Cash Transfers have been used in a manner inconsistent with the terms of the corresponding Financial Procedures Agreement/Arrangement or Financial Procedures Memorandum or the applicable decisions of the Board and the Grant Agent has failed to remedy such use of Cash Transfers to the satisfaction of the Board, the Trustee shall withhold transfers to such Grant Agent, suspend any further commitment under the relevant Allocation, and require the Grant Agent to promptly return such funds to the Trustee or as otherwise instructed by the Board.

(d) Any Grant Agreement that the Grant Agent enters into with a Developing Country Partner shall provide that the Grant Agent shall only be obligated to make funds available under the Grant Agreement to the extent the Grant Agent has received funding from the Trustee and that neither the Grant Agent nor the Trustee shall have any personal liability to the Developing Country Partner for any shortfall in funding under such Grant Agreement.

(e) If Activities are canceled prior to completion, the relevant Grant Agent shall return to the Trust Fund any unused funds for such Activities and for the associated Supervision Allocations.

8.3. Recognizing the obligations of the Contributors under various United Nations Security Council Resolutions and the Contributors' intent that the Trust Fund funds not be used to finance terrorists, the Trustee shall, except as the Trustee and the Board may otherwise agree, include in each Financial Procedures Agreement/Arrangement and Financial Procedures Memorandum a requirement that the Grant Agent (i) undertake to use reasonable efforts, consistent with its policies and procedures, to ensure that the Trust Fund funds provided to the Grant Agent by the Trustee are used for their intended purposes and are not diverted to terrorists or their agents, and (ii) acknowledges that the Trustee reserves the right to withhold any transfer of funds to the Grant Agent if a resolution, action or decision of the United Nations Security Council taken under Chapter VII of the Charter of the United Nations prohibits or restricts, in the Trustee's determination, a member state of the United Nations to make a payment to the Grant Agent. The Grant Agents will include provisions corresponding to (i) above in any Grant Agreement that the Grant Agent enters into with Developing Country Partner.

8.4. Except as the Trustee and the Board may otherwise agree, each Financial Procedures Agreement/Arrangement and Financial Procedures Memorandum shall name the Contributors as third party beneficiaries with direct rights on the part of the Contributors to seek recourse under the Financial Procedures Agreement/Arrangement or Financial Procedures Memorandum and will provide the Trustee with the rights of novation and assignment to enable the Contributors to seek direct recourse against a Grant Agent.

8.5. Except as the Trustee and the Board may otherwise agree, the Trustee shall also include in each Financial Procedures Agreement/Arrangement and the Financial Procedures Memorandum that the Grant Agent may invite the Contributors to participate in its supervision missions related to the Trust Fund and that, if any Contributor wishes to request to review or evaluate activities of a Grant Agent financed by the Trust Fund:

(a) where arrangements between the Grant Agent and such Contributor on the conduct of reviews, evaluations or verifications exist, the Grant Agent shall allow competent bodies of the Contributor to conduct such review, evaluation or verification of the use made of the Contribution in accordance with such arrangements, provided that all associated costs will be borne by the Contributor, unless otherwise agreed; or

(b) where no such arrangements between the Grant Agent and such Contributor exist, the Contributor and the Grant Agent will agree on the scope and conduct of such review or evaluation, and the Grant Agent will provide all relevant information with the limits of its policies and procedures, provided that all associated costs will be borne by the Contributor, unless otherwise agreed;

(c) if more than one Contributor wishes to request to review or evaluate the activities of the Grant Agent funded by the Trust Fund, such Contributors shall endeavor to act jointly through the Contributors' representative; and

(d) it is understood that any such review or evaluation will not constitute a financial, compliance or other audit of the Allocation, unless otherwise agreed between the Grant Agent and the Contributor.

8.6. The Trustee shall require and accept from the Grant Agents that have received Trust Fund funds from the Trustee periodic financial reports, including annual financial statements, audited or unaudited as agreed with Grant Agents and the Board. The Trustee shall make available such reports to the Contributors and to the Board through the Secretariat.

8.7. Upon the transfer of Trust Fund funds to Grant Agents, the Trustee shall have no responsibility for the use of the Trust Fund funds transferred and Activities carried out therewith. Each Grant Agent will be

responsible for reporting through the Secretariat to the Board and to the Contributors on their Activities carried out with the Trust Fund funds pursuant to the GPE Fund Governance Document and the respective Financial Procedures Agreement/Arrangement or Financial Procedures Memorandum and the decisions of the Board.

8.8. The Contributors shall have no liability for any third-party claims for damages arising out of the Trust Fund or the use of funds therefrom.

9. Employment of Consultants and Procurement of Goods

9.1. Procurement of goods and services by the Trustee and the Secretariat for activities financed by the Trust Fund funds shall be made in accordance with the policies and procedures of the Bank. Procurement of goods and services for activities financed by the Trust Fund funds transferred to the Grant Agents shall be made in accordance with the policies and procedures of the respective Grant Agent as set out in paragraph 8.2 (a) (i) above.

10. Accounting and Financial Reporting

10.1. The Trustee shall maintain separate records and ledger accounts in respect of the Trust Fund funds deposited in the Trust Fund and transfers made therefrom.

10.2. The Trustee shall report to the Board annually, unless otherwise agreed between the Trustee and the Board, on the status of Allocations recorded by the Trustee, commitments and transfers from the Trust Fund and receipts of funds in the Trust Fund.

10.3. The Trustee shall provide to the Contributors via the World Bank's Trust Fund Donor Center secure website, within six (6) months following the end of each Trustee fiscal year, an annual single audit report, comprising: (1) a management assertion together with an attestation from the Trustee's external auditors concerning the adequacy of internal control over cash-based financial reporting for all cash-based trust funds as a whole; and (2) a combined financial statement for all cash-based trust funds together with the Trustee's external auditor's opinion thereon. The cost of the single audit shall be borne by the Trustee. If a Contributor wishes to request, on an exceptional basis, a financial statement audit by the Trustee's external auditors of the Trust Fund, the Contributor and the Trustee shall first consult as to whether such an external audit is necessary. The Trustee and the Contributor shall agree on the appropriate scope and terms of reference of such audit. Following agreement on the scope and terms of reference, the Trustee shall arrange for such external audit. The costs of any such audit, including the internal costs of the World Bank with respect to such audit, shall be borne by the requesting Contributor.

11. Transfer, Cancellation, Refund

11.1. It is expected that the Contributions will be fully transferred by the Trustee by the End Transfer Date as decided by the Board in consultation with the Trustee. The Trustee shall only transfer Trust Fund funds for the purposes of this Contribution Agreement after such date with the written approval of all of the Contributors and the Board.

11.2. In the event that the Board shall cease making Allocations from the outstanding balance of the Trust Fund pursuant to the terms of the GPE Fund Governance Document, the Trustee shall continue to administer the Trust Fund after the date of cessation of Allocations by the Board in accordance with the provisions of the Contribution Agreement and the Financial Procedures Agreements/Arrangements and Financial Procedures Memorandum until such time the obligations of the Trustee set forth in paragraph 11.5 below are fulfilled. In such event, the Trustee, after consultation with the Board, shall return any unused amount of compensation allocated for the Trustee Costs calculated on an actual basis.

11.3. The Trustee may terminate its role as Trustee of the Trust Fund at any time after providing the Board and Contributors six (6) months' notice in writing. Following termination, the Trustee shall carry on no business for the Trust Fund except for the purpose of winding up its affairs. The Trustee shall, in consultation with the Board to the extent possible, take all necessary action for winding up its affairs in an expeditious manner, and for meeting the commitments already made by the Trustee.

11.4. Any Contributor may, upon three (3) months' prior written notice, cancel all or part of the remaining balance of its Contribution that is not allocated by the Board prior to the receipt of such notice. In the event of such cancellation, the Trustee shall, as instructed by the relevant Contributor in writing, promptly return directly to the relevant Contributor or to the relevant Donor Balance Account or transfer to any other trust fund or fund administered by the Bank, such Contributor's pro-rata share of the outstanding unallocated balance of the Trust Fund funds in United States Dollars.

11.5. Following the End Transfer Date as set out in paragraph 11.1 above, the Trustee shall, as instructed by each Contributor in writing, return such pro-rata share of any remaining balance of the Trust Fund funds directly to such Contributor, or, to the relevant Donor Balance Account, or, transfer such remaining balance to any other trust fund or fund administered by the Bank. If the Trustee receives any funds returned from any Grant Agent after the End Transfer Date, the Trustee shall return such Contributor's pro-rata share of said funds directly to the Contributor or to the relevant Donor Balance Account, or transfer such remaining balance to any other trust fund or fund administered by the Bank, as instructed by such Contributor in writing.

12. Disclosure

12.1. The Trustee will disclose the Contribution Agreements/Arrangements and related information on this Trust Fund in accordance with its Policy on Access to Information. By entering into Contribution Agreements/Arrangements, the Contributors consent to such disclosure of their respective Contribution Agreement/Arrangement and such related information.

13. Dispute Resolution; Limitation on Donor Liability

13.1. The Contributors and the Trustee shall use their best efforts to amicably settle any dispute, controversy, or claim arising out of or relating to the Contribution Agreements/Arrangements.

13.2. In providing funds under the Contribution Agreements/Arrangements, the Contributors do not accept any responsibility or liability towards any third parties including any claims, debts, demands, damage or loss as a result of the implementation of the activities under the Trust Fund.

SCHEDULE 1
Holding Currencies

1. United States Dollars
2. Euros

SCHEDULE 2
Standard Provisions Applicable to the GPE West Bank and Gaza Program Sub-Account

1. When the Contributor makes a Contribution to the Trust Fund for the purpose of supporting the GPE West Bank and Gaza Program, it will designate in writing that its Contribution will be allocated to the GPE West Bank and Gaza Program and the amount of funds to be allocated to such program.

2. When the Contributor designates an allocation of its Contribution funds, in whole or in part, to the GPE West Bank and Gaza Program pursuant to paragraph 1 above, the Trustee will credit the amount of the Contribution funds designated by the Contributor to the GPE West Bank and Gaza Program Sub-Account.

3. Subject to paragraph 4 below and to the availability of applicable funds held in the GPE West Bank and Gaza Program Sub-Account as determined by the Trustee, the Trustee shall make commitments, transfer and/or use the Sub-Account funds for any purpose approved and in the amount allocated by the Special Committee, in accordance with the terms of the GPE Fund Governance Document, the Contribution Agreement/Arrangement, and the relevant Financial Procedures Agreement/Arrangement or Financial Procedures Memorandum.

4. Commitments and transfers of Trust Fund funds by the Trustee for the Trustee Costs and the Operating Expenses Budget will be applied against the GPE Fund general account and the GPE West Bank and Gaza Program Sub-Account on a pro rata basis calculated based on the cash balance of funds in each account.

5. Any return of funds received by the Trustee will be credited to the relevant account from which the original funding was provided.

6. Only the Contributors to the GPE West Bank and Gaza Program will have beneficiary interests in the GPE West Bank and Gaza Program Sub-Account resources.

7. Any Contributor to the GPE West Bank and Gaza Program may, upon three (3) months' prior written notice, cancel all or part of the remaining balance of its Contribution that is not allocated by the Special Committee prior to the receipt of such notice. In the event of such cancellation, the Trustee shall, as instructed by the relevant Contributor in writing, promptly return directly to the relevant Contributor or to the relevant Donor Balance Account or transfer to any other trust fund or fund administered by the Bank, such Contributor's pro-rata share of the outstanding unallocated balance of the GPE West Bank and Gaza Program Sub-Account funds in United States Dollars.